

La documentation est partout abondante, ainsi que la bibliographie. Le manuscrit de Cuburien a fourni des données très curieuses, parfois même quelque peu indiscretes, car il n'était pas destiné à la publicité.

Sans trop insister sur les petites misères, que l'on peut déplorer partout quand il s'agit de sociétés entre êtres humains, M. Courtecuisse nous fait admirer les services rendus par l'ordre de saint François dans la prédication et la confession des laïcs. Cet ordre a toujours été très populaire en Bretagne, et les quêtes faites au profit des Cordeliers dans notre région obtenaient partout un gros succès.

C'est en ce sens qu'un tel instrument de travail intéresse l'histoire de Bretagne, du point de vue le plus général. Les archives des couvents franciscains sont malheureusement plus ou moins pauvres partout, en raison même de leur règle qui leur interdit les actes de propriété. Félicitons-nous que la Bretagne ait le privilège d'avoir conservé les précieux documents publiés par M. Courtecuisse et judicieusement utilisés par lui.

François MERLET.

Emile GABORY. — *L'Angleterre et la Vendée*, tome I,
Paris, Perrin, 1930, in-8°.

Après avoir exposé au grand public l'histoire des guerres de Vendée, M. Gabory envisage dans ce nouveau volume le même sujet, mais sous un angle différent, celui des rapports de la Vendée avec l'Angleterre.

Son travail est-il vraiment nouveau ? oui et non. Il n'est pas nouveau en ce sens que l'on retrouve dans ce quatrième volume les péripéties d'une histoire que nous connaissions déjà, mais il est neuf en ce sens qu'il présente en raccourci les efforts répétés que tentèrent les provinces de l'Ouest pour coordonner leurs efforts avec ceux de l'Angleterre, chose que personne n'avait tenté de présenter d'une manière séparée ; il est nouveau, en ce sens aussi que l'auteur a essayé de renouveler les couleurs de sa palette. Il a composé son récit s'efforçant de l'appuyer sur des documents empruntés à des sources auxquelles ni lui, ni ses devanciers n'avaient eu recours.

Les rapports de l'Angleterre et de la Vendée méritaient cet effort : les guerres de l'Ouest n'eussent pas été ce qu'elles ont été sans l'intervention de l'Angleterre. Résumons l'œuvre de M. Gabory.

Après avoir exposé les origines de l'émigration — noble et libre dans une certaine manière avec le comte d'Artois à l'origine, puis avec le comte de Provence, cléricale ensuite et forcée —, l'auteur trace le tableau, emprunté, en grande partie aux Mémoires de l'abbé Baston, des efforts que firent les Anglais pour venir en aide aux malheureuses victimes politiques et religieuses des événements de la Révolution. Ils se montrèrent incomparablement plus généreux que les Allemands, les Autrichiens et même les Espagnols. Le clergé du nord de la Bretagne et de la Normandie leur doit en grande partie sa subsistance. Si quelques prêtres se dirigèrent sur l'Allemagne ou l'Italie, le plus grand nombre débarquèrent à Jersey, en Angleterre ou en Espagne. Au surplus, les membres du clergé n'eurent pas la liberté de choisir les côtes où ils abordèrent, quoique la loi leur en laissât le choix. Ils furent déportés sans avoir été le moins du monde consultés.

Les prêtres de la Bretagne septentrionale furent dirigés sur Jersey et l'Angleterre, ceux de la Bretagne méridionale et de la Vendée furent débarqués à Santander et à Bilbao.

Quant aux membres de la noblesse, ils furent attirés de préférence vers les Pays-Bas et les Etats voisins du Rhin. Plus tard, ils se rapprochèrent de l'Angleterre et s'engagèrent à sa solde.

Malgré la similitude des intérêts, les Vendéens et les émigrés tardèrent longtemps à s'unir. Ils n'y parvinrent qu'après de longs efforts grâce à l'entremise de l'Angleterre.

Les Vendéens les premiers sollicitèrent le secours de l'Angleterre et des princes français. Dès le mois d'avril 1793, les généraux vendéens chargèrent M. Guerry de Beauregard de s'aboucher avec eux. Il échoua et fut fait prisonnier.

Les Anglais instruits du fait d'une insurrection en Poitou, mais mal renseignés sur son importance et sa nature, prirent à leur tour l'initiative de se mettre en relation avec les insurgés. Ils croyaient que ceux-ci obéissaient au général Gaston, petit capitaine de paroisse, simple perruquier de son état. C'est à ce chef, mythique, en quelque sorte, qu'ils

s'adressèrent de divers côtés à la fois par l'intermédiaire de plusieurs délégués. M. de Tinténac, le plus remarquable de ces ambassadeurs, seul, rapporta des renseignements sûrs et circonstanciés que lui confia le grand conseil de Châtillon. Les Vendéens demandaient des secours et un prince pour les commander.

Depuis près de six mois l'Angleterre tentait d'enrégimenter les émigrés français, il semble qu'elle eût dû les diriger vers la Vendée : il n'en fut rien : elle les envoya dans les Pays-Bas. Cependant elle ne perd pas de vue les paysans du Poitou : elle maintient le contact avec eux, elle tient à leur venir en aide. D'un côté, elle envoie Tinténac aux princes français pour les renseigner sur les événements qui se passent sur les bords de la Loire ; de l'autre elle dépêche aux Vendéens un nouvel agent, le chevalier de la Haie-Saint-Hilaire.

Il était trop tard ; les grandes heures de la Vendée étaient passées. Saint-Hilaire rejoignit les insurgés la veille même du passage de la Loire. Qui sait si son arrivée ne contribua pas à décider le prince de Talmont à précipiter cette traversée en masse qu'il était à peu près seul à préconiser ?

Derrière le chevalier de la Haie, d'autres agents suivaient : Prigent et Gavard rejoignirent l'armée royaliste à Laval, le 24 octobre. MM. de Freslon et Bertin arrivèrent à Dol le 8 novembre. La liaison était donc établie, mais si faible, si fragile, si hâtive qu'elle aboutit à la déception de Granville. Tous ces messagers venaient moins pour annoncer l'arrivée des secours que pour demander quels ils devaient être et le point de la côte où ils devaient être dirigés. Les Vendéens dépourvus d'artillerie de siège ne surent pas prendre Granville et les Anglais mal préparés ne joignirent cette place que quinze jours plus tard. L'échec de Granville fut capital dans les destinées de la Vendée : il amena le désastre de l'armée royaliste : le Mans, Savenay en furent les suites fatales.

Charette, que d'aucuns prétendent avoir été hostile aux Anglais à cause de ses sentiments d'ancien marin, n'hésita pas plus que les autres chefs vendéens à se mettre en relation avec les Anglais. Sitôt maître de Noirmoutier, il dirigea vers eux un ambassadeur, M. de la Roberie, jeune homme d'entreprise, mais négociateur inexpérimenté. Celui-ci, après de multiples aventures, parvint à Londres, mais n'obtint aucune décision.

Dix mois s'étaient écoulés depuis la déconvenue de Granville, la guerre de Vendée sévissait toujours. L'Angleterre ne l'ignorait pas, toutefois elle ne faisait rien pour la faire tourner à son profit, parce qu'elle ne voyait pas le moyen de s'en servir. Elle enrégimentait les émigrés, mais dans le but de les utiliser au mieux de ses intérêts sur le continent ou dans les colonies. A vrai dire, elle ne s'intéressait pas à la cause des Bourbons.

C'est alors que se produisit l'entrée en scène de M. de Puisaye. Rien ne montre mieux l'importance de cet homme, à part dans les guerres de l'Ouest, que de mesurer le long espace de temps qui sépare la descente de Quiberon de l'entreprise de Granville. Bien d'autres hommes avant lui avaient tenté d'intéresser l'Angleterre au sort des insurrections de l'Ouest; aucun d'eux n'avait décidé les ministres à entreprendre quelque chose de sérieux en faveur des paysans, qui, par leurs efforts persévérants, retenaient en France une part considérable des armées républicaines. Puisaye seul y réussit. Il est nécessaire de rechercher les causes de son succès.

Puisaye était un ancien député à l'Assemblée nationale. Il s'était d'abord montré favorable à l'établissement d'une monarchie constitutionnelle en France. Il s'était ensuite mis à la tête des fédéralistes normands en compagnie de Wimpffen. Il avait échoué. Poursuivi par les troupes républicaines, il s'était réfugié en Bretagne; il y avait vécu caché dans les bois. A force de persévérance, il avait groupé autour de lui des paysans réfractaires, des Vendéens survivants de la grande armée royaliste. Il avait suscité l'ardeur des bourgeois des villes, il s'en était fait des correspondants, mais n'avait pu les entraîner à sa suite, faute de résolution. Il avait connu des alternatives de succès et de défaites, celles-ci plus nombreuses que les premiers. Il avait même failli être pris. N'importe, il ne s'était pas découragé.

C'était, d'autre part, un homme remarquablement instruit, très au courant de la politique européenne. Il était homme de ressources, sachant écrire et agir, plus disert qu'éloquent; capable de concevoir un plan, de le mener à bien après l'avoir mis sur pied; le plus grand travailleur qu'ait jamais possédé le parti contre-révolutionnaire. Il aurait pu être ministre sous n'importe quel gouvernement. Il était grand par lui-même; quand on le compare à ses rivaux, il les dépasse de

toute la tête. Ceux qui ont mis en doute son courage l'ont calomnié. Observons, toutefois, qu'il n'avait pas toutes les qualités au même degré, il était meilleur diplomate que militaire, homme de cabinet plutôt qu'homme d'exécution.

Il eut l'art d'imposer ses plans aux ministres anglais en faveur de l'insurrection de l'Ouest. Il infusa à celle-ci un sang nouveau, lui procura de l'argent, des armes et surtout des recrues susceptibles d'encadrer les paysans bretons, manceaux et normands dont il avait ébauché l'organisation. Il fit entrevoir au ministre de la guerre la possibilité de jeter sur un point de la côte bretonne, près de Saint-Malo ou à Quiberon, un corps de débarquement, qui, bien dirigé, pourrait en quelques jours se saisir de la ligne de la Vilaine, marcher sur Rennes, bref se répandre sur la province, attirer à lui le plus grand nombre de recrues possible, les enrégimenter, les aguerrir, provoquer la désertion dans les armées républicaines par la promesse du pardon, l'assurance d'une solde supérieure. Au début, il assura les frais de cette immense entreprise par la création d'assignats frappés à l'imitation du papier monnaie républicain; un signe secret les différenciait de celui-ci et en marquait la provenance.

Les émigrés obéissaient à deux centres d'attraction différents et souvent ennemis : les uns se groupaient autour du comte d'Artois, le futur Charles X, et résidaient en Angleterre; les autres suivaient le comte de Provence, le futur Louis XVIII; ils s'agitaient à Vérone, en Allemagne et en Espagne. L'agence de Paris répandait en France et même en Angleterre les instructions du régent. Puisaye conquit à ses idées le comte d'Artois et, par lui, fit partager ses vues à ses propres rivaux, mais il ne parvint pas à obtenir la confiance du comte de Provence qui répugnait à s'appuyer sur l'Angleterre et eût préféré l'alliance de l'Espagne. Il eut surtout contre lui l'agence royaliste de Paris, groupe d'aventuriers, qui, sous prétexte de servir le roi, ne servaient en réalité qu'eux-mêmes.

Il faut reconnaître que les vues de Louis XVIII n'étaient pas complètement fausses. Il redoutait les exigences futures de l'Angleterre. En effet, à l'heure même où les ports britanniques armaient une escadre pour conduire les émigrés à Quiberon, ils en dirigeaient une autre, montée également par les émigrés, vers Saint-Domingue. Toutefois, il s'illusionnait

sur la puissance de l'Espagne; à l'heure même où l'Angleterre entra en jeu, les Bourbons de Madrid firent la paix avec la Convention. Il s'illusionnait encore, quand il préférait Charette à Puisaye, quand il croyait qu'un débarquement en Poitou eût amené plus d'effets qu'une descente en Bretagne. Le premier était impossible, car la côte vendéenne est dépourvue de ports sérieux. Eût-il eu lieu, d'ailleurs, il se fût heurté à un obstacle insurmontable : il eût été impossible aux chefs de l'armée royale de franchir la Loire et d'entraîner une seconde fois les paysans vendéens au delà du fleuve. Il ne semble pas que Louis XVIII, Charles X, l'agence de Paris, se soient jamais bien rendu compte de ce qu'était l'armée de Charette ou les bandes de chouans qui couvraient le Maine, l'Anjou, une grande partie de la Bretagne. Ils y voyaient toujours des armées organisées, encadrées, disciplinées, à la manière des régiments dressés selon la méthode du comte de Saint-Germain. Or, elles n'étaient rien moins que cela : chaque partisan se sentait libre, servait en vertu d'une obéissance consentie et révocable à son gré.

A toutes ces difficultés, que Puisaye explique longuement, mais très nettement dans ses *Mémoires*, s'en joignait une autre sur laquelle il fait un silence respectueux, mais qu'il connaissait fort bien : la mésintelligence foncière qui existait entre le comte d'Artois et le comte de Provence. Le futur Louis XVIII, incapable de monter à cheval, homme de conseil, mais non d'action, ne voulait point que le trône de France fût relevé par son cadet. Il n'acceptait point que son frère pesât sur son administration d'une façon, qui eût infailliblement manqué de discrétion, si le prestige d'un succès éclatant en eût fourni l'occasion.

Dominés par ces idées, Louis XVIII et ses agents commirent une faute irréparable : ils annihilèrent par leurs manœuvres les efforts de Puisaye et du gouvernement anglais, seuls capables d'amener des résultats tangibles. Ils semèrent la défiance dans l'armée vis-à-vis de son chef. Ils eurent l'art de lui adjoindre, dans la personne d'Hervilly, un rival muni de pouvoirs égaux aux siens qui prit à tâche de contrecarrer tous ses efforts.

Sitôt en vue de Quiberon, d'Hervilly dévoila ses intrigues, fit connaître les pouvoirs qu'il avait obtenus du gouvernement anglais, mécontenta ses subordonnés par sa morgue, s'aliéna

les chouans du Morbihan, pour lesquels il ne cachait pas son dédain, fit perdre un temps précieux par son inertie calculée. Il permit à Hoche, surpris au premier abord, de rassembler ses troupes, d'enfermer les émigrés dans la presqu'île de Quiberon comme dans une souricière. L'esprit d'initiative brille incomparablement plus en lui que du côté de ses adversaires.

Quand le conflit d'autorité pendant entre d'Hervilly et Puisaye eut été tranché en faveur de ce dernier, il était trop tard; la partie était perdue. M. Gabory expose longuement les péripéties de ce drame poignant, choisissant entre les différentes versions données par les témoins royalistes et républicains les plus vraisemblables. Inutile de le suivre dans ce dédale où il est difficile d'établir une suite minutieusement chronologique. Aux versions déjà connues, il en a ajouté d'autres empruntées aux Archives anglaises.

Il y a trouvé la confirmation générale des célèbres *Mémoires* de Puisaye. On peut dire que son travail est la justification de ce volumineux plaidoyer consacré par l'organisateur de la chouannerie à la défense de sa réputation. Les six volumes qu'il a publiés en Angleterre, à l'époque du Consulat et de l'Empire, écrits au courant de la plume (l'auteur écrivait comme il parlait, avec abondance), mais pleins de choses, fourrés de documents, appuyés sur d'innombrables dossiers, s'arrêtent au même point que le récit de M. Gabory, à la défaite de Quiberon. Ils ont fourni la plus grosse somme de documents utilisés jusqu'à ce jour par les historiens des guerres de l'Ouest. L'œuvre de M. Gabory est pour eux un précieux complément et une justification.

Est-ce à dire qu'il soit impossible d'apporter plus de lumière sur l'affaire de Quiberon? Telle n'est pas notre pensée. Il plane encore sur elle certaines obscurités. Il y a lieu encore de se livrer à de nouvelles recherches même après les efforts de dom Chamard et du marquis d'Elbée. Qui nous donnera les textes des divers pouvoirs donnés à Puisaye et à d'Hervilly par les ministres anglais? Qui surtout nous donnera les pages que dicta d'Hervilly à son lit de mort pour expliquer sa conduite et justifier Puisaye des reproches qui lui furent adressés après l'échec de Quiberon? Puisaye, qui avait été prévenu du fait de cette confession par deux de ses amis, a vainement fait effort pour se la procurer. Je

souhaite à M. Gabory d'être plus heureux que le général royaliste, qui eût fait un archiviste émérite, car nul mieux que lui ne savait le prix d'un dossier. Puisse-t-il nous donner un jour ce texte précieux.

Autre observation, le volume que nous analysons absout d'une manière générale l'Angleterre d'avoir voulu le désastre de Quiberon. On a prétendu qu'elle n'était pas fâchée de voir anéantir les cadres de la marine française, si brillante sous le règne de Louis XVI; accusation absurde, que rien ne justifie et dont il ne subsiste plus rien dans l'esprit de tout lecteur attentif du volume de M. Gabory. Mais n'est-il pas évident toutefois que les bureaux des ministres anglais gardent une certaine part de responsabilité dans le désastre par l'attribution de pouvoirs égaux donnés par eux à deux personnages animés de sentiments opposés, guidés par des aspirations inconciliables? Certes, la pensée de cette dualité de pouvoir provient de l'Agence royaliste de Paris, mais il est clair qu'au moment donné elle eut l'art de s'immiscer dans les ministères anglais et de leur faire partager sa manière de voir, donc sa responsabilité.

A. BOURDEAUT.
